

## B - AUTOUR DU SABORDAGE

Nous ne décrivons pas les événements du 27 novembre 1942. Ils l'ont été souvent et minutieusement<sup>1</sup>. Le sabordage est l'événement phare de l'histoire varoise de la Deuxième Guerre mondiale, celui sur lequel on a tellement écrit qu'il cache trop souvent ce qui s'est passé avant lui et autour de lui. Il entretient toute une littérature qui n'est pas exempte d'arrière-pensées justificatrices. Malgré les analyses qui en ont été fait après coup (en particulier par les communistes) et sur lesquelles nous reviendrons, il ne peut être considéré comme un acte de Résistance. Le courage de ses auteurs n'est pas en cause. Mais il est l'aboutissement d'un choix politique qui n'est pas celui de la Résistance de quelque composante qu'il s'agisse. C'est le constat de faillite du Vichy non lavaliste.

On remarquera l'effet de surprise. Il est si total que le sabordage ne réussit qu'*in extremis*<sup>2</sup>. Malgré des échanges de coups de feu en divers points du camp retranché (Saint-Mandrier, la grande jetée, la porte Castigneau, etc.), l'affaire ne s'est soldée officiellement que par la mort de six marins, dont quatre servants de la seule pièce de DCA qui a ouvert le feu, malgré l'absence d'ordre. Il y a aussi 27 blessés<sup>3</sup>. Seuls cinq sous-marins parviennent ce jour-là à sortir de Toulon, mais trois seulement rallient l'Afrique du Nord. Leurs compagnons préfèrent se saborder au large pour l'un, se rendre en pays neutre pour l'autre. Ajoutons cependant que le petit bâtiment qui fait le service de Porquerolles, *Le Fresnel*, choisit lui aussi le camp allié<sup>4</sup>.

---

1. En particulier, A. KAMMERER, *La passion de la flotte française. De Mers El-Kébir à Toulon*, Paris, 1951 ; H. NOGUÈRES, *Le suicide ...*, op. cit. ; J.-J. ANTIER, *Le sabordage de la flotte française*, Brest, 1986.

2. On peut lire dans le préambule du rapport Rouyer déjà cité que l'occupation de Toulon s'est déroulée " dans des conditions de surprise complète, en rupture des engagements pris ". Le tém. Jonglez de Ligne déjà mentionné confirme que l'opération était en fin de compte inattendue.

3. On retrouve cependant le corps d'un marin quelques jours après (le 4 décembre 1942). Comme toujours en pareil cas, la rumeur alourdit le bilan.

4. Sur les sous-marins, commandant LHERMINIER, *Casabianca*, Paris, 1949 et J.-J. ANTIER, *L'aventure héroïque des sous-marins français 1939-1945*, Paris, 1984. Sur *Le Fresnel*, moins connu, *La Liberté du Var*, 1er août 1945 et tém. manuscrit de Mme Grimaud, 27 novembre 1945, sur l'occupation à Porquerolles que le bâtiment ravitaillait ce qui lui a permis d'échapper aux Allemands (Fonds Masson).

À défaut de l'appareillage espéré, le sabordage est unanimement approuvé. Le préfet se fait l'écho de cette réaction générale en précisant qu'une partie de l'opinion

*“ reproche à la Marine de n'être pas partie. Quant à la majorité, elle considère que les Allemands ont pris un prétexte fallacieux pour tenter de mettre la main sur la flotte. ”*<sup>5</sup>

## **1 - La Résistance et les événements de novembre**

À Londres, on s'était déjà renseigné sur l'attitude de la Marine en cas de débarquement en Afrique du Nord. L'été précédent, Gaston Havard avait pronostiqué qu'*“ en aucun cas les officiers de la Marine Française n'accepteraient de se ranger aux côtés des Anglais ”* et que *“ tout ce que l'on pouvait espérer, c'était le sabordage ”*. De son côté, le capitaine Trolley de Prévaux avait fourni un rapport détaillé qui allait dans le même sens et qui lui avait valu les félicitations anglaises<sup>6</sup>.

Malgré cette quasi-certitude, on ne se résigne pas à voir les bateaux rester à quai. Après le débarquement en Afrique du Nord, de Londres et d'Alger partent des appels au ralliement.

La Résistance intérieure civile ne reste pas inactive. Elle s'associe à ce concert de voix. Le 16 novembre, elle diffuse dans Toulon un tract ronéotypé, donc de fabrication locale, qui essaye à son tour d'ouvrir les yeux des *“ Officiers, officiers mariniens, marins ”* et leur demande

*“ d'obéir aux appels qui (leur) sont lancés en ralliant l'Afrique du Nord, berceau de notre Empire et les Flottes Alliées qui combattent notre ennemi. ”*

L'analyse est lucide :

*“ Les nouvelles promesses qui vous ont été faites concernant le camp retranché et la Flotte de Guerre ne seront pas tenues et vos bâtiments seront désarmés avant que vous ne puissiez vous défendre. ”*<sup>7</sup>

5. ADBdR, M6 III 39, préfet, rapport mensuel du 1er décembre 1942 au 1er février 1943. Sur l'approbation du sabordage, ADV, 1 W 21, Rens. gén., 5 décembre et 1 W 15, Pol. Saint-Tropez, 27 novembre 1942, où l'on précise que la population s'y attendait.

6. Tém. G. HAVARD, *Mes souvenirs...*, p. 21 et AN, 72 AJ 52, L. Sliwinski, op. cit., d'après lequel de Prévaux s'est vu attribuer la Distinguished Service Order à la suite de ce rapport.

7. Tract trouvé au Pont-du-Las, à Saint-Roch et à l'intérieur des terrains de la Marine ce qui

L'on se refuse naturellement à envisager le suicide. Ce tract est signé par *Les Patriotes Unis dans la Résistance*. Cette signature apparaît là pour la première et seule fois. Nous ne savons pas qui en est à l'origine. Le ton et le style du texte le rapprocheraient des mouvements gaullistes. Le témoignage d'Henri Lècres apporte de l'eau au moulin de cette hypothèse dans la mesure où le type de diffusion et d'impression peut le faire attribuer à Libération. Mais la signature ferait penser aux communistes. Et s'il s'agissait d'une initiative unitaire ? Ne serait-ce pas le tract commun que rapporte le témoignage de Marcel Abraham<sup>8</sup> ? Nous n'en serions pas surpris et peut-être faudrait-il le mettre en rapport avec la venue d'Yves Farge à Toulon dont Abraham est précisément l'un des interlocuteurs ?

Farge a été envoyé par Georges Bidault et Jean Moulin pour prendre contact avec des officiers de marine dans le but, évidemment, de les inciter au départ. Mais ceux qu'il rencontre (nous ne savons pas de qui il s'agit) chez les époux Bloch se réfugient derrière les ordres reçus. À défaut de pouvoir remplir cette mission, Farge qui est venu avec un radio et un poste émetteur pour informer Londres le plus rapidement possible peut au moins réaliser un reportage (“*véritable radio reportage*”, dira-t-il) sur les événements toulonnais dont il est le témoin aussi malheureux que les résistants locaux. Il en fera un petit récit que *Les Lettres Françaises* publieront le 23 octobre 1943<sup>9</sup>.

La Résistance toulonnaise ne chôme pas depuis le 11 novembre. Essayer de pousser à l'appareillage n'est pas sa seule préoccupation. Il faut d'abord recueillir le maximum de renseignements. Tandis que le NAP de Sarie prépare un rapport sur l'arsenal, l'épouse de Marc Baron surveille les allées et venues de l'amiral de Laborde pour le compte de Libération et Verviers recueille les ordres du jour du commandement maritime. Quelques pièces témoignent encore de cette activité dans

---

suppose une diffusion relativement abondante. Nous l'avons déjà publié in *Le Var de 1914...*, *op. cit.*, document 63 B.

8. Tém. H. Lècres déjà cité qui évoque un tract favorable à l'appareillage qu'il aurait fait diffuser par son équipe.

9. AN, 72 AJ 55, tém. Y. Farge, 17 mai 1946 (E. Perroy). *Témoignage Toulon* sera réédité par les Editions de Minuit en 1945. Farge, membre de Franc-Tireur et du Front national, travaille au Bureau d'information et de presse.

les archives du BCRA. Elles conservent l'ordre de bataille italien au 23 novembre entre Menton et Toulon ainsi qu'une information sur l'occupation de la base de Fréjus par les Allemands<sup>10</sup>.

Il faut continuer, même lorsque l'irréremédiable est accompli. Dès le 29 novembre, Havard parvient à transmettre un rapport complet sur les événements, accompagnés de photos des bâtiments sabordés et des plans de position obtenus par des agents techniques. Quelques heures à peine après le sabordage, la BBC fournit des détails que le préfet et le commandant de gendarmerie ignorent. Ils ne peuvent donc que constater la rapidité et la précision des renseignements donnés, et, par là, la qualité du réseau d'informateurs de la Résistance. Par comparaison, ressortent les insuffisances de la radio et de la presse vichystes, ce que Lahilonne s'empresse de relever<sup>11</sup>.

Le sabordage accentue les effets de l'Occupation et, de ce fait, joue un rôle important dans le passage à la Résistance de cadres encore acquis, au moins formellement, au régime. Dans cette mesure et en faisant la part de l'emphase, Yves Farge n'a pas tort de définir ce 27 novembre comme la journée

*“ qui scella la réunion de la France entière au sein de la Résistance. ”*<sup>12</sup>

Mais son retentissement politique est sans doute plus fort à l'extérieur, dans le monde entier, qu'à Toulon même. Paradoxalement, la Marine reste, pour l'essentiel, en dehors de ce mouvement. Pour la majorité de ses responsables, tout se passe désormais comme si le temps s'était arrêté ce jour-là. Ils se figent dans une fidélité obstinée au Maréchal et seule une petite fraction, autour de la Sûreté navale, passe à la résistance active. Par contre, dans l'administration et la police, le sabordage permet de confirmer le glissement constaté auparavant. Il se manifeste par l'aide qu'elles fournissent aux marins

---

10. AN, F 1 a 3922.

11. ADV, 1 W 8, Gend., rapport mensuel, 9 janvier 1943, où l'on relève que cette précision et cette rapidité supposent un “ réseau d'informateurs très ténu ” ; ADBdR, M6 III 39, Préfet, rapport mensuel du 1er octobre au 1er décembre 1942, qui souligne que la soif de vérité du public augmente le nombre d'auditeurs de la BBC et des autres radios étrangères.

12. Y. FARGE, *op. cit.*, préface.

qui “ *traînent en ville, désemparés, sans ressource et sans gîte* ”<sup>13</sup>. En fait, toute une population les assiste, qui sans doute ne s'est jamais sentie aussi proche d'eux. Ils sont cachés, vêtus en civil, convoyés (par les cheminots). Les résistants les aident à s'évader du Cercle naval où les Allemands les ont rassemblés<sup>14</sup>. La foule des Toulonnais est dans la rue. Elle acclame les jeunes de l'école navale qui entonnent *La Marseillaise* au bas du cours Lafayette<sup>15</sup>. Les colonnes de marins encadrés par les Allemands traversent la ville sous les applaudissements. La police, le commissaire Ghibaudo en tête, s'ingénie à fournir aux marins, aux Alsaciens surtout, de fausses pièces d'identité. Elle en aurait procuré plus d'un millier<sup>16</sup>. Sur le coup, on redoute en effet que les Occupants ne les gardent prisonniers. En réalité, ils seront démobilisés avec toute l'armée d'armistice dans les jours qui suivent.

Lorsqu'ils commencent à quitter Toulon le 28 au matin, par trains spéciaux, ils sont accompagnés par les cris (“ *Vive la Marine, Vive la France* ”) et les *Marseillaises* d'une foule toujours aussi dense. Ils répliquent en lançant des “ *Au revoir Toulon* ”, des “ *Hourra !* ”. Certains déploient un drapeau tricolore<sup>17</sup>.

Durant ces jours fébriles, la Résistance est obsédée par une préoccupation prioritaire : récupérer les armes et le matériel de l'armée d'armistice et, au moins, empêcher que l'Occupant s'en empare. À divers niveaux, au sommet, mais aussi à la base, des contacts se sont noués avec les militaires. À Draguignan, le groupe du capitaine Lespiau (10e RAC) déménage deux fourragères d'armes et de munitions de la caserne pour les cacher chez un exploitant forestier dans la campagne<sup>18</sup>. À Hyères, divers équipements et 800 fusils sont

13. ADV, 1 W 17 et 63, Pol. d'État, rapports journaliers, 27 et 28 novembre 1942.

14. Sur cet élan de solidarité, tém. G. Havard, J. Mentha, C. Le Hir, M. ARRECKX, *op. cit.*, p. 49-53, H. MICHEL, *op. cit.*, p. 145.

15. ADV, 3 Z 4 7, Pol. d'État, 27 novembre 1942 et Y. Farge, *op. cit.*, p. 18.

16. ADV, cabinet 534, demande d'attestation du 11 mai 1945 du commissaire Romeyer (fournisseur de fausses cartes avec son secrétaire), et tém. M. Hacq, *La police dans la Résistance varoise*, dactyl., 25 juillet 1964 (Fonds Masson).

17. ADV, 1 W 17, Pol. d'État, rapport journalier, 4 décembre, 14 h 10 et ADBdR, M6 III 39, Préfet, rapport mensuel, 1er février 1943.

18. Tém. Serge Magnani, 20 mai 1984. Pour les contacts au sommet, avec Combat, voir P. Paillole, *op. cit.*, p. 399, qui attribue leur peu de résultats aux pesanteurs hiérarchiques.

sortis de la caserne Junot avec la complicité du caporal-chef Virel et de ses camarades (24e BCA). Ils sont remis à Picoche qui les fait mettre en lieu sûr, grâce aux véhicules de la compagnie de transport qu'il dirige. Le même Picoche fait vider deux dépôts secrets de l'armée d'armistice qui se trouvent à La Moutonne (chez le comte de Leusse) et à Toulon (aux tanneries Latil). Au total, plusieurs milliers de fusils, des dizaines de milliers de cartouches (de calibres différents), des centaines de paires de chaussures sont ainsi récupérés et cachés, dispersés entre La Crau (chez l'abbé Deschamps), Bormes (ferme de l'Estagnol), Ramatuelle, puis Aups et Le Revest<sup>19</sup>. Dans l'arsenal, Félix Malique, responsable AS, peut sortir 19 mousquetons et 5 000 cartouches avec deux gendarmes maritimes. Avec l'aide d'Algériens, un membre de Franc-Tireur, Charles Le Hir, s'empare de mitrailleuses cachées à l'Institut Sainte-Marie de La Seyne.

Ce sont certainement ces dernières récupérations que le général Schmitt, chef régional de l'AS, évoque à Londres, en juin 1943. On apprend par lui que la Résistance toulonnaise a pu sauver 150 fusils, quatre caisses de munitions et vingt-quatre mitrailleuses<sup>20</sup>. Mais il avoue sa déception devant l'attitude du responsable du camouflage du matériel de Toulon qui n'aurait pas fourni tout ce qu'il aurait dû, bien que couvert par le capitaine Bonnet, chef de ce service pour le sud du Var (et responsable AS). D'après Auguste Marquis, le refus serait venu de Bonnet lui-même parce que l'AS n'aurait pas fourni les deux camions prévus pour transporter ces armes<sup>21</sup>. Que s'est-il passé ?

L'hypothèse la plus vraisemblable tient à l'action de la " Gestapo ". En effet, à peine arrivés à Toulon, les Allemands se sont mis en chasse. Ils réclament livraison de tout ce qui a été camouflé. Ce n'est

---

19. Tém. L. Picoche, en particulier *Rapport sur la formation et la constitution de la Résistance à Hyères*, dactyl., s. d., (vers 1983), (Fonds Masson) ; abbé Deschamps, état de services, 22 janvier 1945, (Fonds Masson), J. Stroweiss (qui a mis les chasseurs alpins en relation avec Picoche). A. de DAINVILLE, *op. cit.*, p. 89, signale que les chasseurs du 24e BCA ont mis hors d'état une partie de leur armement le 27.

20. Interrogatoire du 24 juin 1943 déjà cité qui met cette action sur le compte de Libération ce qui n'est pas le cas s'il s'agit des mêmes armes. Tém. Amigas (attestation pour R. Malique, archives du CDL) et C. Le Hir, 7 juillet 1985 (les armes récupérées sont portées hors de l'agglomération entre le 4 et le 7 décembre ; les Algériens sont rénumérés).

21. Tém. A. Marquis, 5 juillet 1983. Il s'agirait de mitrailleuses.

pas un hasard si les premières arrestations opérées par le SD concernent précisément l'organisation du CDM. Le 6 décembre 1942, cinq camions qui devaient évacuer plus de cent tonnes d'armes et de munitions sont saisis et deux officiers du service arrêtés. Son responsable à Toulon, Pierre Andrieu, et le directeur du garage (CPTA) qui abritait ce matériel le sont à leur tour, le 17. Les Allemands prennent tous les véhicules de cette entreprise (sept camionnettes, trois automobiles, deux side-cars) qui ont dû servir à évacuer du matériel hors du camp retranché. C'est certainement à ce moment-là, et pour échapper à la répression, que le capitaine Bonnet quitte le Var<sup>22</sup>.

Force est de constater que l'essentiel de ce qui a pu être caché en 1940 échappe à la Résistance. Une partie est détruite, une autre récupérée par l'occupant immédiatement. Le reste - ce que le service du camouflage a pu transporter dans la campagne<sup>23</sup> - sera pris quelques semaines après. N'était-il pas trop tard de toute façon ? N'est-ce pas là, comme pour la flotte, mais en plus petit, une autre manifestation du dilemme de ceux qui, plus ou moins, ont continué à croire en Vichy ?

Charles Tillon cite en exemple des matelots qui auraient incendié des cales de sous-marins au Mourillon, quelques jours après le sabordage. Nous n'avons trouvé aucune confirmation locale de la chose<sup>24</sup>.

Les dépôts de la Marine sont mis au pillage par les occupants sans

---

22. Sur ces arrestations, A. de DAINVILLE, *op. cit.*, p. 139. Les deux officiers, les commandants Proust et Rigaud, sont arrêtés le 5 d'après nos sources (ADV, 1 W 69, arrestations de décembre 1942 à avril 1943) et non le 6 comme donné par cet auteur. Le directeur du garage s'appelle Dagomer. Ce sont vraisemblablement ces arrestations qui ont fait échouer la livraison d'armes à l'AS.

23. Le capitaine Bonnet a fait transporter 50 tonnes de munitions stockées au parc d'artillerie de l'arsenal de terre dont il est le chef par une camionnette de la gendarmerie afin de les mettre hors de portée des Occupants et a donné l'ordre de détruire le reste (ADV, Cour de justice de Toulon, dossier 29). On sait aussi que 75 tonnes d'armes (les mêmes ?) sont alors cachées aux Arcs chez le baron de Laval, notable maréchaliste, mais elles y seront trouvées six mois plus tard par les Italiens (ADV, 1 W 126, déposition, octobre 1944).

24. C. TILLON, *op. cit.*, p. 146. Cet ouvrage s'attarde un peu sur les événements de Toulon en soulignant l'attitude des équipages. Une note de la p. 145 considère comme une faute de n'avoir pas su créer des cadres résistants au sein des équipages, mais, en fait, les forces du PC clandestin et son recrutement ne le permettaient pas.

grandes entraves. L'amiral Marquis et le gouvernement s'en plaignent, mais sévissent contre les Français qui essaient de récupérer quelques miettes. Le personnel de l'arsenal est choqué parce que le commandement l'empêche de profiter des stocks de vivres. On lui en interdit l'entrée le 1er décembre. Plusieurs ouvriers sont arrêtés<sup>25</sup>. Plus grave, la destruction de l'approvisionnement hors arsenal que l'ingénieur Braudel veut organiser avec les officiers de la Direction des Industries navales est bloquée par ses chefs. Ont été sauvegardés cependant les archives, du petit matériel et surtout les résultats des premiers essais de radar français et de torpilles rapides, cachés à Grasse, Saint-Tropez et aux Salins d'Hyères<sup>26</sup>.

Une fois récupérés les stocks convoités, les Allemands cèdent une partie de la place aux Italiens. Ceux-ci arrivent le 15 décembre à Toulon et dans la partie ouest du camp retranché, offrant un piètre spectacle que souligne encore le mépris des partants<sup>27</sup>. Mais les Allemands gardent la maîtrise de l'arsenal, du port et des bases aéronavales du département. Par la Todt et le Bureau des métaux légers, ils contrôlent le bassin de bauxite.

## **2 - Une étape de plus dans le naufrage du régime**

Le préfet évalue désormais à 99 % de la population le pourcentage des partisans de la défaite de l'Axe. Il n'y avait, d'après lui, que 25 % de germanophobes pour 60 % d'indifférents et 15 % de germanophiles un mois plus tôt<sup>28</sup>. Ces pourcentages ne reposent sur rien et sont d'ailleurs contradictoires avec ce que disaient les sources officielles auparavant. Ils traduisent seulement l'émotion qui suit l'occupation et le sabotage. Peut-être sont-ils, pour le préfet, un moyen de tirer la

25. J.-M. GUILLON, *Le Var...*, *op. cit.*, document 61, note verbale du Secrétaire d'État à la Marine aux Allemands pour se plaindre de ce pillage et *Le Petit Var*, 1er décembre 1942.

26. Du Garreau, tém. déjà cité et Braudel, état de service pour l'obtention de la carte CVR n°21 504 (Fonds Masson).

27. J.-M. GUILLON, *Le Var...*, *op. cit.*, document 66, extrait de l'ouvrage de B. VALLOTON, *op. cit.*, sur leur arrivée à Sanary. Notations sur ce contraste et sur le mépris allemand dans tous les rapports de police, par exemple celui du 14 décembre rapporte qu'avant de partir les Allemands ont distribué leurs pommes de terre pour que " *les Italiens n'en profitent pas* " (ADV, 1 W 17, Pol. d'État, rapports journaliers).

28. Rapport du 1er décembre 1942 reproduit in J.-M. GUILLON, *Le Var...*, *op. cit.*, document 62.



sonnette d'alarme ?

En fait, les événements de novembre ne bouleversent pas les tendances de l'opinion. Ils consolident plutôt les positions en les durcissant, en justifiant l'hostilité aux occupants et le mépris du régime. Le réflexe patriotique qu'ils suscitent assure de plus nombreux concours à la Résistance en lui amenant de nouveaux militants, jusque-là favorables, mais non encore engagés. Ce sont des fonctionnaires que leur profession met en contact avec l'occupant et qui se trouvent ainsi placés au pied du mur, ce sont des ouvriers qui ne peuvent éluder le fait qu'ils travaillent pour l'Allemagne, ce sont tous ceux qui pensent, comme le peintre Marko Celebonovitch, qu'il y a désormais quelque chose à faire puisque l'ennemi est là, sur le sol provençal<sup>29</sup>. Pour Jean Mathieu, journaliste au *Petit Var*, “ *l'occupation ouvrait les yeux* ” en montrant qu'à l'évidence Vichy n'était plus qu' “ *une sinistre comédie* ”<sup>30</sup>. Ce jugement postérieur à la Libération fait de cette période une coupure trop radicale. Mais il est vrai que les derniers adeptes du double jeu ne peuvent même plus y croire<sup>31</sup>.

Le trouble est profond parmi les vichystes de diverses tendances. Si tant est qu'elle ait eu lieu, c'est probablement vers cette période que Darnand lui-même a tenté une démarche en direction de la Résistance. Il aurait fait savoir au colonel Duboin, chef de l'AS du Var, qu'il était prêt à passer à Londres. Que faut-il en penser ? Elle laisse sceptique dans la mesure où Darnand est en train de mettre sur pied la Phalange africaine et la Milice. D'ailleurs n'a-t-il pas d'autres moyens plus directs, dans son propre département ou à Vichy, pour toucher la Résistance au lieu de passer par l'intermédiaire d'un garagiste toulonnais qui connaît Duboin qui, lui-même, doit transmettre la proposition à son supérieur (le général Schmitt qui a rapporté l'affaire)<sup>32</sup>.

29. Tém. M. Célébonovitch, 10 avril 1980.

30. ADBdR, Cour de Justice d'Aix-en-Provence, dossier n°170, déposition.

31. ADV, 1 W 21, Rens. gén., 19 décembre 1942.

32. Cette affaire est rapportée par H. FRENAY, *op. cit.*, p. 267 qui la situe début décembre, et par le général Schmitt, cité par R. TOURNOUX, *Le royaume d'Otto*, Paris, 1982, p. 351. Notons que l'interrogatoire du général fait à Londres en juin 1943 ne la mentionne pas et que Darnand qui est à Toulon le 7 décembre 1942 rencontre les chefs départementaux de la Légion et du SOL. Cependant J. DELPERRIE de BAYAC cite une tentative similaire (est-ce la même ? auquel cas, la date est fautive) dans l'été 1943 (*Histoire de la Milice*, Paris, 1969, p. 211-212 **de l'édition de**

? Mais, d'un autre côté, peut-être envisage-t-il, comme plus tard, une alliance avec les gaullistes ? Cet essai de revirement pourrait aussi s'interpréter comme l'un des signes de la crise qui sévit dans les milieux vichystes au moment où l'on craint une offensive alliée rapide et où, l'occupation totale aidant, leur boussole s'affole quelque peu. Une fois toutes les garanties données à Darnand pour transformer le SOL en Milice et le débarrasser de la paralysante tutelle de la Légion, une fois les orientations fixées, la parenthèse est refermée, l'épisode oublié.

En fait, les vichystes qui restent se radicalisent. Ils suivent le chemin que les frères ennemis du PPF ont pris avant eux. Le PPF croit son heure arrivée. On l'a vu à Paris à la veille de l'occupation avec le fameux " congrès du pouvoir " où avaient été acheminés le ban et l'arrière-ban des militants et sympathisants de province. On le voit désormais ici avec l'occupation dont le PPF entend se servir. À Toulon, il fournit d'emblée un service d'ordre auxiliaire. Il s'autoproclame " nouvelle police " et patrouille en ville. Il réclame cent uniformes, des poignards et d'autres armes à la Kommandantur<sup>33</sup>. Il y a pire. Il organise un véritable service de renseignements pour les Allemands qui, par exemple, le chargent de dresser la liste des officiers qui ont ordonné le sabotage. Son chef départemental est responsable de l'opération. Il leur adresse des rapports où il dénonce, en particulier, la police, soi-disant inféodée à gauche.

Cette radicalisation affaiblit la Légion que ces derniers événements déconsidèrent un peu plus. Elle a perdu l'essentiel de sa crédibilité. La tentative de reprise en main de ses propres troupes et du SOL menée depuis l'été par le nouveau chef départemental est brisée net. Dès le 27 novembre, il reçoit de nombreuses démissions. Les présidents de section qui lui télégraphient ce jour-là pour l'assurer de leur fidélité disent aussi leur solitude<sup>34</sup>. À Saint-Tropez, comme ailleurs sans doute,

---

**poche**, 1978).

33. ADV, 3 Z 4 7, Pol. spéc., 30 novembre et 3 Z 4 31, idem, 2 décembre 1942.

34. ADV, 1 W 60 avec, par exemple, le télégramme du président de la Légion de Cuers qui lui annonce son départ de la Maison du prisonnier après lui avoir fait part d'un " *fort courant anti-légionnaire* ".

de nombreux légionnaires ne portent plus leur insigne depuis l'arrivée des Italiens<sup>35</sup>. Le commissaire de police de la localité constate avec lucidité que les divergences d'opinion s'aggravent et que l'amitié ne suffit plus désormais à les surmonter<sup>36</sup>. Entre la petite minorité de collaborationnistes qui s'enfonce dans l'abjection, la non moins minoritaire poignée de ceux qui s'accrochent à l'image du Maréchal pour justifier leur fidélité au régime et l'immense majorité des opposants actifs ou non, s'est interposée la présence, physique cette fois, des Occupants. Le fossé paraît être devenu infranchissable.

Mais il faut apprendre à vivre avec ça. Après les espoirs fous de l'automne, on est retombé dans la morosité d'un hiver qui s'annonce encore pire que ceux que l'on a connus.

---

35. ADV, 1 W 15, Pol. Saint-Tropez, 25 novembre 1942.

36. ADV, rapport journalier, 5 décembre 1942